

PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SUNDGAU

DE LA SÉANCE DU JEUDI 7 NOVEMBRE 2024 A 18 H 30

Salle de réunion, Médiathèque du Rocher – 68480 FERRETTE

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 31 octobre 2024

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs, Fabienne BAMOND (à partir du point 5), Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Danielle BUHLER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Danielle CORDIER, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Hugues DURAND, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, André LEHMES, Christian LERDUNG, Véronique LIDIN, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA (à partir du point 6), Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Isabelle PI-JOCQUEL (à partir du point 9), Gérard RENGGLI (à partir du point 7), Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Raphaël SCHMIDLIN, Christophe SENDELIN, Jean-Claude SCHIELIN, Gilbert SORROLDONI, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Patrick STEMMELIN, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Philippe WAHL, François WALCH, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN (à partir du point 6), Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Anne-Marie BIANCOTTI et Messieurs Clément LIBIS, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote :

Monsieur Antoine ANTONY a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,
Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Joseph BERBETT,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,
Madame Delphine FELLMANN (à partir du point 6) a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA-SIEVERT,
Monsieur Sylvain GABRIEL a donné procuration à Monsieur Philippe WAHL,
Madame Annick GROELLY a donné procuration à Monsieur Christian GRIENENBERGER,
Madame Sabine HATTSTATT a donné procuration à Monsieur Michel DESSERICH,
Monsieur Matthieu HECKLEN a donné procuration à Monsieur Georges HEIM,
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Aurélio TOLOSA,
Monsieur Rémi SPILLMANN a donné procuration à Madame Véronique LIDIN,
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Monsieur Olivier PFLIEGER,
Monsieur Jean-Luc WAECKERLI a donné procuration à Monsieur Hervé WALTER

Étaient excusés sans représentation :

Mesdames et Messieurs Jean-Claude EGGENSEPILLER, Serge GAISSER, Germain GOEPFERT, Agnès HARNIST, Philippe RUF, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Chantal WISS.

Étaient non excusés :

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Fabienne BAMOND (jusqu'au point 4), Bernard BUBENDORF, Jean-Claude COLIN, Yann DILLMANN, Delphine FELLMANN (jusqu'au point 5), Jean-Marie FREUDENBERGER, Madeleine GOETZ, Ginette HELL, Fabien ITTY, Stéphanie KELLER, Didier LEMAIRE, Michel LERCH, Clément LIBIS (jusqu'au point 6), Estelle MIRANDA-SIEVERT (jusqu'au point 5), Christophe LOUYOT, Isabelle PI-JOCQUEL (jusqu'au point 8), Isabelle STEFFAN, Jean WEISENHORN (jusqu'au point 5).



Ordre du jour :

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE	129
2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2024	129
3. ATTRIBUTION DE SUBVENTION.....	129
4. MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL AU BUREAU	129
5. MODIFICATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES	130
6. VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE HIRSINGUE	131
7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS	131
8. MODIFICATION DE L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES AGENTS	132
9. DEUXIEME AVIS DE COHERENCE SUR LES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES 132	
10. APPROBATION DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF DE L'OPERATION DE RENOVATION ENERGETIQUE ET D'AGRANDISSEMENT DE LA CRECHE A MUESPACH-LE-HAUT	134
11. DEMANDE DE DISSOLUTION DU SIAEP DE HEIMSBRUNN ET ENVIRONS.....	135
12. CONCLUSION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION POUR LE PASSAGE D'UN SENTIER AVEC LA COMMUNE DE TAGOLSHEIM	135
13. REVERSEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR A L'OFFICE DE TOURISME DU SUNDGAU	136
14. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL	137
15. DIVERS	138

1. DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur Benoît KENNARD est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance conformément aux articles L.2541-6 et L.2541-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2024

Il est proposé au Conseil d'approuver le procès-verbal de la séance du 19 septembre 2024.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve le procès-verbal de la séance du 19 septembre 2024.

3. ATTRIBUTION DE SUBVENTION

Le Président indique que la Communauté de Communes Sundgau a été informée du déficit de fonctionnement d'INFOBEST PALMRAIN. Une proposition de répartition du déficit entre les différents partenaires a été validée. Pour mémoire, les co-financeurs français sont l'Etat, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace, Saint-Louis Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération et la Communauté de Communes Sundgau.

En ce qui concerne la part des co-financeurs français, le montant du déficit à répartir s'élèverait à 9 451.06 € pour l'année 2023. Selon la base de répartition de la convention de financement d'INFOBEST PALMRAIN en appliquant le taux d'intervention de chaque partenaire, la part de déficit représenterait 150 € pour la Communauté de Communes Sundgau.

Lors de sa séance le 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'attribuer une subvention de 150 € complémentaire à INFOBEST PALMRAIN.

Il dit que la subvention sera imputée au budget principal 2024, chapitre 65, article 65748, où les crédits nécessaires ont été inscrits.

4. MODIFICATION DE LA DELEGATION D'ATTRIBUTIONS DU CONSEIL AU BUREAU

Le Président rappelle que, par délibération du 16 juillet 2020, le Conseil a donné délégation du Bureau pour « *contracter les ouvertures de crédit d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant de 2.000.000 €, comportant un ou plusieurs index parmi les suivants : EONIA, T4M et EURIBOR* ».

Il est proposé de modifier cette délégation en autorisant le Bureau à contracter des lignes de trésorerie pour des durées supérieures à 12 mois.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, l'unanimité, décide de donner délégation au Bureau, pendant la durée de son mandat, pour contracter les ouvertures de crédit d'une durée maximale de 12 mois, avec renouvellements éventuels dans la limite d'un montant de 2.000.000 €, comportant un ou plusieurs index parmi les suivants : EONIA, T4M et EURIBOR.

Arrivée de Madame Fabienne BAMOND

5. MODIFICATION DES MEMBRES DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, il est créé entre l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) et les communes membres, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Cette commission est créée par l'organe délibérant de l'établissement public qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers.

Elle est composée des membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Par délibération n° DEL 004 2017 du 9 février 2017, le Conseil a fixé le nombre de membres par commune à 2 : 1 titulaire et 1 suppléant.

Par délibération n° DEL 128 2020 du 10 décembre 2020, le Conseil a désigné les membres de la CLECT.

Considérant les délibérations suivantes :

- délibération du 16 mai 2024 de la commune de Courtavon ;
- délibération du 3 avril 2024 de la commune d'Heiwiller ;
- délibération du 2 avril 2024 de la commune de Schwoben ;
- délibération du 13 avril 2022 de la commune de Tagolsheim ;
- délibération du 11 octobre 2024 de la commune de Fislis.

Il est proposé de nommer les membres suivants, en remplacement, au sein de la CLECT :

COMMUNES	Membre Titulaires		Membres suppléants	
COURTAVON	Remplacé par	HEINRICH Laurent WALDT Jean-Louis	Remplacé par	DZIOPA Jean-Marc WALCH François
HEIWILLER	Remplacé par	DUBS Eric WISS Chantal		FOLTZER André
SCHWOBEN	Remplacé par	DUBS Stéphane FOERNBACHER Jean-François	Remplacé par	FOERNBACHER Jean-François MULLER Berthe
TAGOLSHEIM	Remplacée par	MULLER Violette MAURER Laetitia	Remplacée par	MAURER Laetitia KLEINHOFFER Anne
FISLIS		MONA Régine	Remplacée par	KUNTZ Armelle BRASQUER Pierrick

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de modifier les membres de la CLECT comme suit :

COMMUNES	Membre Titulaires		Membres suppléants	
COURTAVON	Remplacé par	HEINRICH Laurent WALDT Jean-Louis	Remplacé par	DZIOPA Jean-Marc WALCH François
HEIWILLER	Remplacé par	DUBS Eric WISS Chantal		FOLTZER André
SCHWOBEN	Remplacé par	DUBS Stéphane FOERNBACHER Jean-François	Remplacé par	FOERNBACHER Jean-François MULLER Berthe
TAGOLSHEIM	Remplacée par	MULLER Violette MAURER Laetitia	Remplacée par	MAURER Laetitia KLEINHOFFER Anne
FISLIS		MONA Régine	Remplacée par	KUNTZ Armelle BRASQUER Pierrick

Arrivées de Madame Estelle MIRANDA -SIEVERT et Monsieur Jean WEISENHORN et sortie de Christian GRIENENBERGER.

6. VERSEMENT D'UN FONDS DE CONCOURS A LA COMMUNE DE HIRSINGUE

A la suite du passage de la commission sécurité au COSEC de Hirsingue, la commune a été dans l'obligation de procéder à la mise en place de blocs de sécurité.

Conformément à l'article 7 de la convention de mise à disposition du COSEC, conclue entre la Communauté de Communes et la commune de Hirsingue pour les besoins du Collège, tout investissement exceptionnel peut faire l'objet d'un versement d'un fonds de concours par la Communauté de Communes.

Ces travaux se sont élevés à 2 879,42 € HT.

Conformément à l'article L.5214-16-V du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que la Communauté de Communes verse un fonds de concours à la commune au titre de ces travaux, à hauteur de 50 % du montant HT, à savoir 1 439,71 €.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de verser un fonds de concours à la commune de Hirsingue à hauteur de 1 439,71 € pour les travaux susmentionnés au COSEC.

Il autorise son Président à signer toutes actes s'y rapportant.

Il dit que la dépense est inscrite au chapitre 204 du budget principal 2024.

Retour de Monsieur Christian GRIENENBERGER et arrivée de Monsieur Gérard RENGGLI

7. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Date de début	Numéro du poste
1	MUT.SECRETARIAT ITINERANT	Rédacteur principal 2ème classe	32/35	01/12/2024	2024-11-P-01
1	PERI WILLER	Adjoint d'animation principal 2ème classe	21,5/35	01/12/2024	2024-11-P-02
1	PISCINE TAGO	ETAPS principal 2ème classe	35/35	01/12/2024	2024-11-P-03
1	DECHETS	Adjoint technique principal 1ère classe	35/35	01/12/2024	2024-11-P-04
1	MA FERRETTE	Adjoint d'animation	35/35	01/02/2025	2024-11-P-05

Les emplois non permanents sont à créer :

NB de POSTES	SERVICE	Grade	Quotité hebdomadaire	Motif	Date de début	Date de fin	Echelon	Observations
1	PISCINE TAGO	Adjoint administratif	17,5/35	Accroissement temporaire	01/02/2025	31/07/2027	1 ^{er}	2024-11-NP-01
1	DECHETS	Adjoint administratif	35/35	Accroissement temporaire	01/01/2025	31/12/2025	1 ^{er}	2024-11-NP-02

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, modifie le tableau des effectifs, comme proposé ci-dessus.

Il autorise son Président à recruter des agents contractuels de droit public dans les conditions fixées par le Code général de la fonction publique pour remplacer les agents momentanément indisponibles sur les postes créés ci-dessus.

8. MODIFICATION DE L'ACTION SOCIALE EN FAVEUR DES AGENTS

Le Président expose que depuis le décret n°2011-1474 du 10 novembre 2011, les employeurs publics ont la possibilité de contribuer financièrement à des contrats d'assurances destinés à couvrir le risque santé et/ou le risque prévoyance de leurs agents. Ce financement n'est en aucun cas obligatoire pour les employeurs publics. L'adhésion à ces contrats est également facultative pour les agents.

Par délibération n° DEL_115-2018 du 27/09/2018, la participation à la mutuelle prévoyance souscrite par les agents avec l'assurance retenue par la CCS, via le Centre de Gestion, est fixée à 15€/agent/mois à hauteur de la cotisation calculée sur l'ensemble des éléments du salaire.

Les membres du CST ont demandé la revalorisation de cette participation à la suite des différentes hausses des taux appliquées par l'assureur en question.

Il est proposé d'augmenter la participation à 25€/agent/mois à hauteur de la cotisation calculée sur l'ensemble des éléments du salaire.

Lors de sa séance le 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de fixer le montant de participation pour le risque Prévoyance à 25€/agent/mois à hauteur de la cotisation due calculée sur l'ensemble des éléments du salaire à compter du 1^{er} janvier 2025.

9. DEUXIEME AVIS DE COHERENCE SUR LES ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES

Le Président rappelle que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables réaffirme le rôle crucial des collectivités territoriales, en particulier des communes, en termes d'aménagement du territoire en leur donnant de nouveaux leviers d'action concernant la planification territoriale des énergies renouvelables.

La Communauté de Communes Sundgau (CCS) a souhaité pouvoir accompagner ses communes membres dans leurs démarches de définition des Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAE nR).

D'octobre à novembre 2023, des ateliers ont été organisés avec les communes volontaires. Ces ateliers ont permis de faire émerger des propositions d'orientations communes pour la définition de ces zones d'accélération. Ces propositions ont été présentées et discutées en Commission Environnement le 27 novembre 2023. Elles ont pour vocation d'aiguiller les communes dans leur travail de définition de ces zones, afin que celles-ci puissent s'articuler de manière cohérente avec les objectifs du Plan Climat-Air-Energie Territorial de la CCS et du Plan de Paysage du Sundgau.



Les propositions découlant des ateliers ont été transmises à l'ensemble des communes de la CC Sundgau, qui ont eu le choix de les prendre en compte ou non.

En parallèle, la loi indique que les EPCI doivent mener « *un débat (...) sur la cohérence des zones d'accélération identifiées avec le projet de territoire* ». En tant qu'EPCI, la CCS est donc tenue de donner un avis de cohérence au sujet des zones d'accélération finalement définies par les communes.

Par ailleurs, la DDT a aussi un droit de regard sur les zones, d'un point de vue juridique et administratif. Les retours et remarques se font en direct auprès des communes via la plateforme.

Un premier avis de cohérence a été donné par la CCS à la date initiale de limite de dépôt au 31 mars 2024. Des communes ayant déposé leurs zones sur la plateforme depuis, la DDT a demandé à ce qu'un nouvel avis de cohérence soit donné prenant en compte la mise à jour des données transmises par les communes.

Bilan mis à jour :

A ce jour, 39 communes sur les 64 que compte la Communauté de Communes ont voté au moins une première délibération au sein de leur Conseil Municipal et 36 communes ont déposé leurs zones sur la plateforme dédiée (ou prévoient de le faire). 5 communes ont précisé qu'elles ne définiraient pas de zones.

Les types d'énergies renouvelables concernées sont les suivantes (les surfaces sont entendues en surface totale pour les zones déposées sur la plateforme au 29 octobre 2024) :

	Surface en m ²	Surface en ha
Biométhane	12 075 106	1207,51
Biomasse	10 846 068	1084,61
Eolien	132 058	13,21
Géothermie_Surface	22 406 234	2240,62
Géothermie_Profonde	11 736 596	1173,66
Hydroélectricité	72 427	7,24
Solaire_Thermique	32 590 676	3259,07
PV_Toiture	60 233 373	6023,34
PV_Sol_Ombrière	5 173 893	517,39
PV_Sol_Terrain-agricole	5 615 275	561,53
PV_Sol_Terrain-artificialisé	5 939 941	593,99

Pour rappel, l'avis de cohérence donné ne prend donc en compte que ces zones définies en date du 29 octobre 2024. Une carte reprend ses dernières en annexe, joint à la présente note.

Après passage en revue de ces dernières, les zones et types d'énergies associées proposées ne sont pas contradictoires et ne vont pas à l'encontre des préconisations et objectifs des documents liés à la politique du territoire (PCAET, Plan Energie, Plan Paysage du Pays...). Certaines zones contiennent néanmoins des points de vigilance qui ont été signalés directement aux communes concernées dans la plateforme par la CCS ou par la DDT.

Pour rappel, les objectifs du Plan Climat-Air-Energie Territorial visent à atteindre une part de 30% de la consommation du territoire qui soit couverte par les EnR à 2030 et 75% pour 2050. Concernant le Plan de Paysage du Pays du Sundgau, il a permis de définir des orientations vers certains type de production d'énergies tout en tendant vers une intégration paysagère maximale.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide d'approuver le deuxième avis de cohérence sur les Zones d'Accélération des EnR définies telles que décrites précédemment.



10. APPROBATION DE L'AVANT-PROJET DEFINITIF DE L'OPERATION DE RENOVATION ENERGETIQUE ET D'AGRANDISSEMENT DE LA CRECHE A MUESPACH-LE-HAUT

Le Président rappelle que la crèche communautaire située à Muespach-le-Haut dispose actuellement de 30 places. Le bâtiment a été construit il y a une vingtaine d'années. Néanmoins, la rénovation énergétique de la structure est rendue à ce jour nécessaire par l'inconfort en période de chaleur qui rend son utilisation impropre à sa destination, un système de chauffage défaillant et par un constat des consommations de chauffage significatives (8 500 litres fioul/an).

A cet effet, une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à l'équipe représentée par le bureau d'études SCHLIENGER, qui a remis l'avant-projet définitif de l'opération.

Ainsi, dans le cadre des travaux à mener :

- la chaufferie fioul et le stockage fioul sont démantelés ;
- la production de chaleur est réalisée à partir de l'unité de production géothermique réalisée dans le cadre de la construction du futur accueil de loisirs, situé à proximité immédiate ;
- la ventilation mécanique sera réalisée à partir d'une centrale de traitement d'air double flux avec récupération thermodynamique réversible.

La rénovation énergétique s'appuiera sur le cahier des charges CLIMAXION de la Région Grand Est. Les obligations imposées par le référentiel CLIMAXION impliquent une isolation complémentaire du mur courant, une isolation des toitures, une isolation des soubassements enterrés pour le traitement du pont thermique et le remplacement des menuiseries extérieures.

De plus, il est également proposé une extension de l'ordre de 40 m² afin de permettre une augmentation de la capacité d'accueil de 30 à 35 places. Cette augmentation du nombre de places s'effectuerait à moyens humains constants.

Si besoin, cette extension pourrait permettre une augmentation à terme de la capacité d'accueil à 40 places. Cela répond en effet à un besoin sur le secteur, tant au regard de la liste d'attente actuelle que du taux de couverture déficitaire, tel que calculé par la CAF.

Une réorganisation fonctionnelle du bâtiment permettra, par ailleurs d'optimiser, les espaces intérieurs mais également d'améliorer les conditions de travail des agents (ex. : création de la buanderie en rez-de-chaussée, celle-ci étant actuellement au sous-sol).

Le coût total de l'opération, travaux, maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordination de sécurité et protection de la santé et prestations annexes (dont location temporaire éventuelle d'algécos) est estimé à 1 137 400 € HT.

Le plan de financement prévisionnel serait le suivant :

MONTANT SUBVENTIONNABLE	CLIMAXION	CERTIFICATS D'ENERGIE	CAF	DETR	CEA
1 137 400 €	45 000 €	20 000 €	135 000 €	330 000 €	110 000 €

Soit un reste à charge pour la Communauté de Communes de 482 440 € HT.

Le Conseil, à l'unanimité, approuve l'avant-projet définitif de l'opération de rénovation énergétique et d'agrandissement de la crèche à Muespach-le-Haut, tel que présenté par son Président.

11. DEMANDE DE DISSOLUTION DU SIAEP DE HEIMSBRUNN ET ENVIRONS

Le Président rappelle que la Communauté de Communes est membre du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP) de Heimsbrunn et environs pour les communes d'Aspach, Froeningen, Heidwiller, Hochstatt et Illfurth. La M2A est également membre de ce syndicat pour les communes de Flaxlanden, Galfingue, Heimsbrunn et Zillisheim.

Ce SIAEP a pour compétence la production et la distribution de l'eau potable pour ces communes. Le mode de gestion choisi par le SIAEP est la délégation de service public, qui est confiée à un délégataire privé, VEOLIA, jusqu'au 31 décembre 2026.

Pour rappel, la Communauté de Communes achète actuellement de l'eau auprès du SIAEP pour les communes de Saint-Bernard et de Spechbach.

A l'occasion de sa séance du 17 septembre dernier, le Conseil syndical du SIAEP a, à l'unanimité, demandé à ses deux membres, la CCS et la M2A, d'engager une procédure de dissolution de la structure, avec effet au 1^{er} janvier 2026.

En effet, conformément à l'article L.5212-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, un syndicat peut être dissous, par arrêté préfectoral, sur demande motivée de la majorité de ses membres.

Une étude de diagnostic du SIAEP a été confiée au cabinet TILIA. Celle-ci comporte notamment les conclusions suivantes, qui justifient la demande de dissolution :

- Absence de personnel dédié ;
- Absence de réel contrôle du délégataire (notamment une dégradation assez forte du principal indicateur de performance, le rendement, sans application de pénalités prévues au contrat) ;
- Absence de véritable plan pluriannuel d'investissement et absence de réelle mesure de l'impact des renouvellements.

Le Conseil, à l'unanimité, demande la dissolution du SIAEP de Heimsbrunn et environs, avec effet au 1^{er} janvier 2026, pour les raisons ci-avant évoquées.

Il dit que les conditions de la liquidation du SIAEP de Heimsbrunn et environs seront déterminées ultérieurement, par délibérations concordantes entre la Communauté de Communes et la M2A, d'ici le 1^{er} janvier 2026.

Il autorise son Président à engager toutes démarches en ce sens auprès des autorités préfectorales.

12. CONCLUSION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION POUR LE PASSAGE D'UN SENTIER AVEC LA COMMUNE DE TAGOLSHEIM

Le Président expose que la commune de Tagolsheim a récemment sollicité la Communauté de Communes dans le cadre de la réalisation d'un sentier pédestre à l'arrière de son étang de pêche.

Le tracé souhaité passe par des parcelles appartenant à la Communauté de Communes, comme suit : section 7, n° 176, 153, 158 et 159. La parcelle n° 153 se trouve dans le périmètre de protection rapprochée renforcée du captage d'alimentation en eau potable à proximité.

La CCS autorise la commune à réaliser la réhabilitation dudit sentier, le cas échéant, sous son contrôle et agrément lorsque des aménagements sont nécessaires.

La commune s'engage à mettre en place toutes les mesures nécessaires au passage du public sur le sentier (barrières, panneaux, balisage, poubelles etc.) et assure la maintenance de ces équipements. Elle effectue, le cas échéant, l'entretien courant permettant l'accueil en toute sécurité du public.

De plus, elle s'engage à informer le public des obligations qui s'imposent à lui afin de garantir la protection des espaces boisés ainsi qu'à respecter les interdictions réglementées dans le périmètre de protection rapprochée renforcée.

La convention est conclue à titre gratuit pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction, d'année en année.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide de conclure une convention d'occupation avec la commune de Tagolsheim pour le passage d'un sentier sur des propriétés communautaires à Tagolsheim, dans les conditions susmentionnées.

Il approuve les termes de la convention à conclure à cet effet et autorise son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

13. REVERSEMENT DE LA TAXE DE SEJOUR A L'OFFICE DE TOURISME DU SUNDGAU

Le Président rappelle que dans le cadre de sa compétence développement économique / promotion du tourisme, la Communauté de Communes a institué et déterminé les tarifs de la taxe de séjour par délibération du 27 septembre 2018, modifiée par délibération du conseil communautaire le 17 avril 2023, et est chargée de son recouvrement.

Le produit de cette taxe a pour but de favoriser la fréquentation touristique afin d'agir sur l'attractivité du territoire en matière touristique. De ce fait, il doit permettre de couvrir les dépenses afférentes à tout projet de promotion touristique.

Cette mission étant dévolue à l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau, l'intégralité de la taxe de séjour lui est reversée, part départementale déduite.

La Communauté de Communes Sundgau a perçu au titre de la taxe de séjour 2024 (2^{ème} semestre), la somme de 12 116,48 € auprès des plateformes d'hébergement. Il convient de déduire à ce montant, la somme de 85,80€ correspondant à un trop perçu sur l'exercice en cours.

Il convient de ce fait de verser le produit de la taxe de séjour d'un montant de 12 030,68 € comme suit :

- part pour l'Office du Tourisme Intercommunautaire du Sundgau : 10 936,98 € ;
- part à reverser à la Collectivité Européenne d'Alsace : 1 093,70 €.

Lors de sa séance du 10 octobre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil, à l'unanimité, décide le reversement de la taxe de séjour à l'Office de Tourisme Intercommunautaire du Sundgau d'un montant de 10 936,98 €.

Il décide le reversement de la taxe additionnelle à la Collectivité européenne d'Alsace d'un montant de 1 093,70 €.

14. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES PAR DELEGATION DU CONSEIL

DECISIONS DU BUREAU

BUREAU DU 10 OCTOBRE 2024

DCB-026-2024 CONCLUSION DE LIGNES DE TRESORERIE POUR LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES. Le Bureau a décidé de souscrire les lignes de trésorerie suivantes auprès de l'Agence France Locale :

- 00200 BUDGET GENERAL : 1 500 000 € ;
- 00203 BUDGET ASSAINISSEMENT : 1 000 000 € ;
- 00239 BUDGET EAU POTABLE : 500 000 € ;
- 00210 BUDGET VALORISATION DES DECHETS : 1 000 000 € ;
- 00225 BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES : 50 000 € ;
- 00230 BUDGET SPANC : 10 000 €.

Il a approuvé les termes des contrats à passer à cet effet, aux conditions susmentionnées. Il a autorisé son Président à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats décrits ci-dessus à intervenir avec l'Agence France Locale.

DCB-027-2024 REVISION DES TAUX DE COTISATION AU 1^{ER} JANVIER 2025 POUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE RISQUE « PREVOYANCE ». Le Bureau a pris acte de la prolongation d'un an, pour motif d'intérêt général, de la convention de participation relative à la protection sociale complémentaire risque « prévoyance » souscrite auprès de Relyens/CNP Assurances. L'échéance est ainsi fixée au 31 décembre 2025. Il a pris acte des nouveaux taux de cotisation applicables au 1^{er} janvier 2025 dans le cadre de la convention de participation relative à la protection sociale complémentaire risque « prévoyance » et figurant ci-dessous :

	Niveau d'indemnisation	Taux en vigueur jusqu'au 31/12/2024	Taux au 01/01/2025
Incapacité	95 %	0,82 %	0,94 %
Invalidité	95 %	0,44 %	0,51 %
Perte de retraite	95 %	0,62 %	0,71 %
Décès / PTIA	100 %	0,34 %	0,34 %

Il a autorisé son Président à signer l'avenant aux conditions particulières ainsi que tout acte y afférent.

DCB-028-2024 CONCLUSION D'UN AVENANT N°1 AU MARCHE D'EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION ET DES OUVRAGES EQUIPANT LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT. Le Bureau a décidé de conclure un avenant n°1 au marché d'exploitation des stations d'épuration et des ouvrages équipant le réseau d'assainissement conclu avec l'entreprise SUEZ pour un montant de – 79 399.66 € HT soit une diminution de 3,55 %. Il a approuvé les termes de l'avenant à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer cet avenant et tous actes s'y rapportant.

DCB-029-2024 APPROBATION DU CONTRAT POUR LA REPRISE DU VERRE ISSU DE LA COLLECTE EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE. Le Bureau a décidé de conclure le nouveau contrat de reprise du verre issu de la collecte en point d'apport volontaire avec la société O-I France SAS, tel que présenté ci-avant. Il a approuvé les termes du contrat à conclure à cet effet. Il a autorisé son Président à signer ce contrat et toutes pièces s'y rapportant.

15. DIVERS

- Inauguration de l'ouverture du captage à Werentzhouse

Monsieur Dominique SPRININGFELD rappelle l'inauguration, le 8 novembre, du captage à Werentzhouse, fermé depuis plus de 20 ans, et espère que d'autres captages suivront par suite d'analyses conformes aux normes.

Le Président remercie Monsieur Dominique SPRINGINSFELD pour son travail et son implication depuis de nombreuses années dans ce dossier pour arriver à cette réouverture.

- Intégrer l'intelligence artificielle au sein de la Communauté de communes Sundgau

Le Président rappelle le développement important de la Communauté de communes depuis sa fusion et précise que la masse salariale a atteint son maximum. Malgré tout, la volonté de se développer est bien présente mais il n'est pas acceptable de surcharger les agents. L'idée serait d'expérimenter l'intelligence artificielle au sein des services de la CC Sundgau et ainsi faire gagner du temps à nos agents et automatiser ce qui peut l'être.

- Evènement « Qui sera le sportif Sundgavien de l'année ? »

Dans la continuité de cette année olympique et sportive, Monsieur Hervé WERMUTH informe d'un évènement à venir avec l'élection du sportif sundgavien de l'année. Chaque commune sera invitée à faire connaître un sportif à mettre à l'honneur à l'échelle intercommunale.

- Détermination du lieu de la prochaine séance

Aux termes de l'article L.5211-11 du CGCT, « l'organe délibérant se réunit au siège de l'établissement public de coopération intercommunale ou dans un lieu choisi par l'organe délibérant dans l'une des communes membres ».

Le Conseil, à l'unanimité, donne mandat au Président pour fixer le lieu de la prochaine séance du Conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 20h30.

Altkirch, le 20 novembre 2024

Le Président
Gilles FREMIOT

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

